

REQUÊTE EN RÉINSCRIPTION
Article 70 L.B.

À l'usage de l'administration

- 65(3) L.B. (démission, radiation, faillite) 72 L.B. (radiation disciplinaire)
 67 L.B. (assermenté) 74 L.B. (juge)
 70 L.B. (démission) 122(2) L.B. (faillite libérée)
 71(2) L.B. (abandon sans avis)

- VERSION ÉLECTRONIQUE DU FORMULAIRE DISPONIBLE SUR NOTRE SITE : www.barreau.qc.ca
→ TOUT FORMULAIRE REMPLI DE FAÇON INCOMPLÈTE NE SERA PAS TRAITÉ.
→ VOUS DEVEZ JOINDRE À VOTRE REQUÊTE LE PAIEMENT **DES FRAIS D'ADMINISTRATION ET DE COTISATIONS.**
→ IL EST TRÈS IMPORTANT DE RESPECTER L'ESPACE ALLOUÉ; **SI INSUFFISANT, JOINDRE UNE ANNEXE.**
→ LE MASCULIN EST UTILISÉ DANS UNE FORME GÉNÉRIQUE AFIN D'ALLÉGER LE TEXTE.

REQUÉRANT :

Prénom : _____ Nom : _____

À l'usage de l'administration

1. RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Date de naissance : _____ / _____ / _____ Sexe : Féminin Masculin
 Jour Mois Année

1.1 Adresse résidentielle

Code postal : _____
Téléphone : (_____) _____ Télécopieur : (_____) _____
Courriel : _____

2. ORDRES PROFESSIONNELS

2.1 Êtes-vous présentement ou avez-vous déjà été membre d'un autre ordre professionnel ou d'un organisme équivalent hors du Québec ?

- Non
 Oui, lequel/lesquels : Chambre des notaires du Québec # membre : _____
 Autres, # membre : _____

précisez lequel/lesquels : _____

Adresse (s) : _____

2.2 Si vous avez répondu oui à la question précédente, avez-vous fait l'objet d'une sanction disciplinaire ou de toute autre mesure administrative de cet ordre ?

Non

Oui, Quand : _____

Pour quel(s) motif(s) : _____

(Vous devez joindre une copie certifiée conforme des documents pertinents)

2.3 Si vous avez répondu oui à la question 2.1 devez-vous présentement quelque somme d'argent que ce soit à cet ordre ?

Non

Oui, Montant : _____

Date à laquelle la dette a été contractée : _____

(Vous devez joindre une copie certifiée conforme des documents pertinents)

2.4 Si vous avez répondu oui à la question 2.1, faites-vous présentement l'objet d'une enquête de quelque nature que ce soit de cet ordre ?

Non

Oui, Nature de l'enquête : _____

Depuis quand : _____

2.5 Avez-vous déjà fait l'objet d'un refus ou d'une sanction de l'École du Barreau, de l'ordre professionnel du Barreau du Québec, de tout autre ordre professionnel ou de tout autre organisme administratif, au Québec ou à l'extérieur du Québec ?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez produire une copie conforme des documents appropriés et fournir tous les renseignements pertinents pour chaque événement.

3. DOSSIERS DISCIPLINAIRES

3.1 Avez-vous déjà été condamné par un Comité de discipline suite à une plainte disciplinaire (plainte déposée devant un Comité de discipline d'un ordre professionnel) ?

Non

Oui, dans ce cas, quelle était la nature de la décision et de la sanction. _____

(veuillez en joindre copie(s))

3.2 Faites-vous présentement l'objet d'une plainte disciplinaire ?

Non

Oui, pour quel motif(s) : _____

4. DOSSIERS JUDICIAIRES

4.1 Avez-vous déjà été déclaré coupable, **au Canada**, d'un ou de plusieurs actes criminels ou d'une ou de plusieurs infractions punissables sur déclaration sommaire en vertu du *Code criminel* ou de toute autre loi applicable ?

Non

Oui, En ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants : _____

a) Province : _____

b) District judiciaire : _____

c) Numéro de dossier : _____

d) Objet de l'accusation : _____

e) Verdict : _____

f) Sentence : _____

(veuillez préciser si vous avez obtenu une absolution conditionnelle ou inconditionnelle)

g) Vous devez joindre, s'il y a lieu, une copie des documents suivants :

Dénonciation ou acte d'accusation

Jugement ou procès-verbal de la décision

Toute la preuve transmise par le poursuivant dans le cadre de son obligation de communication de la preuve

Rapport présentiel ou prédécisionnel

4.2 Avez-vous déjà été déclaré coupable, **à l'étranger**, d'un ou plusieurs actes criminels ou infractions, qui, s'il(s) avait(ent) été commis au Canada, aurait(ent) pu faire l'objet de poursuite par acte criminel ou par déclaration sommaire de culpabilité?

Non

Oui, En ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants :

a) Pays : _____

b) Province ou État : _____

c) District judiciaire : _____

d) Numéro de dossier : _____

e) Objet de l'accusation : _____

f) Verdict : _____

g) Sentence : _____

(veuillez préciser si vous avez obtenu une absolution conditionnelle ou inconditionnelle)

h) Vous devez joindre, s'il y a lieu, une copie des documents suivants :

Dénonciation ou acte d'accusation

Jugement ou procès-verbal de la décision

- Toute la preuve transmise par le poursuivant dans le cadre de son obligation de communication de la preuve
- Rapport présentiel ou prédécisionnel

4.3 Relativement à la condamnation dont vous avez fait état ci-haut, avez-vous présenté une demande de réhabilitation (article 3 de la *Loi sur le casier judiciaire*, L.R.C. (1985), ch. C-47) ou son équivalent dans le pays où est intervenu la déclaration de culpabilité?

- Non
- Oui, Si vous avez répondu oui à cette question, votre demande de réhabilitation :
 - est en cours d'étude
 - a été refusée
 - a été révoquée
 - a été acceptée

(Vous devez joindre copie conforme des documents pertinents à votre demande)

4.4 Relativement à la condamnation mentionnée ci-haut, avez-vous présenté une demande de clémence royale (article 748 (1) du *Code criminel*, L.R.C. (1985), ch. C-46) ou son équivalent dans le pays où est intervenu la déclaration de culpabilité?

- Non
- Oui, Si vous avez répondu oui, votre demande de clémence royale :
 - est en cours d'étude
 - a été refusée
 - a été accordée conditionnellement

(Vous devez joindre copie conforme des documents pertinents à votre demande)

4.5 À l'exception d'une infraction liée au *Code de la sécurité routière*, avez-vous été déclaré coupable, **au Canada**, d'une ou de plusieurs infractions pénales en vertu d'une loi provinciale ou fédérale?

PRÉCISION :

Cette question ne concerne pas les règlements municipaux adoptés en vertu de la *Loi sur les cités et villes*, du *Code municipal*, de la *Charte de ville*, de la *Loi sur les communautés urbaines* et d'autres lois connexes (exemple : billet de stationnement, infraction relative au tabagisme)

- Non
- Oui, dans ce cas, vous devez fournir les renseignements suivants :

- a) Province : _____
- b) District judiciaire : _____
- c) Numéro de dossier : _____
- d) Objet de l'accusation : _____
- e) Verdict : _____
- f) Sentence : _____

Vous devez joindre à votre demande une copie des documents suivants, s'il y a lieu :

- le jugement ou le procès-verbal de la décision
- le constat d'infraction ou la dénonciation

4.6 Avez-vous fait ou faites-vous actuellement l'objet d'une ou de plusieurs poursuites criminelles ou pénales au Canada ?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants :

a) Province : _____

b) District judiciaire : _____

c) Numéro de dossier : _____

d) Objet de l'accusation : _____

Vous devez joindre à votre demande une copie des documents suivants, s'il y a lieu :

la dénonciation ou l'acte d'accusation

toute preuve transmise par le poursuivant dans le cadre de son obligation de communication de la preuve

le rapport présentiel ou prédécisionnel

4.7 Avez-vous fait ou faites-vous actuellement l'objet d'une ou plusieurs poursuites, à l'étranger, pour un ou des actes criminels ou infractions qui, s'il(s) avait(ent) été commis au Canada aurait(ent) pu faire l'objet de poursuite par acte criminel ou par déclaration sommaire de culpabilité ?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants :

a) Pays : _____

b) Province ou État : _____

c) District judiciaire : _____

d) Numéro de dossier : _____

e) Objet de l'accusation : _____

Vous devez joindre à votre demande une copie des documents suivants, s'il y a lieu :

la dénonciation ou l'acte d'accusation

toute preuve transmise par le poursuivant dans le cadre de son obligation de communication de la preuve

le rapport présentiel ou prédécisionnel

4.8 Outre les demandes de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage, avez-vous fait ou faites-vous présentement l'objet d'une poursuite de nature civile ou toute autre réclamation en vertu d'une loi provinciale ou fédérale ?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants et une copie conforme des documents appropriés :

a) District judiciaire : _____

b) Numéro de dossier : _____

c) Objet de la poursuite : _____

4.9 Existe-t-il contre vous, un ou plusieurs jugements inexécutés en matière matrimoniale, civile ou pénale ?

- Non**
- Oui**, dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants et une copie conforme des documents appropriés :
- a) District judiciaire : _____
- b) Numéro de dossier : _____
- c) Objet de la poursuite : _____

4.10 Avez-vous déjà été déclaré coupable d'outrage au tribunal ?

- Non**
- Oui**, dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants et une copie conforme des documents appropriés :
- a) District judiciaire : _____
- b) Numéro de dossier : _____
- c) Objet de l'ordonnance : _____

4.11 Faites-vous ou avez-vous fait l'objet d'une suspension, d'une révocation ou d'un refus d'émission d'un permis (y compris un permis de conduire) ou d'une suspension du droit d'obtenir un permis (y compris un permis de conduire), soit au Québec, ailleurs au Canada ou à l'étranger ?

- Non**
- Oui**, dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants et une copie conforme des documents appropriés :
- a) Pays : _____
- b) Province ou État : _____
- c) Objet du permis : _____
- d) Nom de l'organisme décisionnel : _____
- e) Nature de la décision : _____
- f) Date de la décision : _____

5. FAILLITE

5.1 Avez-vous fait une cession de vos biens ou été mis en faillite depuis votre première inscription au Tableau de l'Ordre du Barreau du Québec ?

- Non**
- Oui**, dans ce cas, veuillez joindre l'avis de cessions de biens ou l'ordonnance de séquestre rendue contre vous, les bilans ou états financiers relatifs à votre faillite ainsi que, le cas échéant, le rapport du syndic de faillite et le jugement de libération.

5.2 Avez-vous déjà fait ou été l'objet d'une proposition concordataire (de régime général ou de consommateur) ou êtes-vous soumis aux prescriptions des articles 664 et suivants du *Code de procédure civile* (dépôt volontaire)?

- Non**
- Oui**, dans ce cas, veuillez produire une copie conforme des documents appropriés et fournir tous les renseignements pertinents.

5.3 Avez-vous été administrateur ou dirigeant d'une compagnie qui a déjà fait une cession de ses biens ou qui a été mise en faillite ou qui a fait une proposition concordataire ?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez produire une copie conforme des documents appropriés et fournir tous les renseignements pertinents pour chaque événement.

6. RÉGIME DE PROTECTION (Article 69.1 L.B.)

6.1 Depuis votre première inscription au Tableau de l'Ordre du Barreau du Québec, avez-vous fait l'objet d'une tutelle ou curatelle ?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez joindre une copie du jugement.

7. RETRAIT DU TABLEAU DE L'ORDRE

7.1 Veuillez nous indiquer la date et les motifs qui ont amené votre retrait du Tableau de l'Ordre des avocats du Barreau du Québec.

8. RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

8.1 Avez-vous déjà présenté une requête en réinscription qui a été refusée par le Barreau du Québec ?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez nous fournir copie de la décision à cet effet.

8.2 Devez-vous des sommes au Barreau du Québec (fonds d'indemnisation, discipline, arbitrage, fonds d'assurance responsabilité ou autres) ?

Non

Oui, dans ce cas, - quel(s) montant(s) : _____

- pour quel(s) motif(s) : _____

PRÉCISION :

Toute personne devant des sommes au Barreau du Québec et présentant une requête en vertu des articles 48, 67, 70, 72 ou 122 de la Loi sur le Barreau, doit avoir acquitté celles-ci et ce, avant que le secrétaire du Comité des requêtes puisse mettre au rôle la requête.

8.3 Motif(s) de votre demande :

« NOTA »

En vertu de l'article 70 (1) de la *Loi sur le Barreau*, tout requérant doit inclure à sa requête en réinscription, le montant des cotisations exigibles pour l'année courante (veuillez vous référer à l'annexe I).

Vous devez, joindre à votre requête le montant de **287,44 \$ (TPS 12,50 \$ + TVQ 24,94 \$ comprises)** en paiement des frais d'administration.

Par ailleurs, si une audition devant le Comité des requêtes s'avère nécessaire, une somme additionnelle de **402,41 \$ (TPS 17,50 \$ + TVQ 34,91 \$ comprises)** devra être transmise au Barreau du Québec.

Les modes de paiement privilégiés, **encaissables au dépôt de la requête**, sont par chèques ou mandats (libellés à l'attention du Barreau du Québec), cartes de crédit (Visa ou MasterCard) ou argent comptant.

Pour tous renseignements, veuillez communiquer avec le Greffe de réinscription

Téléphone : 514 954-3411 ou 1 844 954-3411, poste 53410

Courriel : greffe.requetes@barreau.qc.ca

PAIEMENTS PAR CARTE DE CRÉDIT (CATÉGORIE D'AVOCATS À LA RETRAITE)

SVP Assurez-vous de bien remplir toutes les cases et de signer cette autorisation

Veuillez noter que les paiements 1 et 2 seront prélevés séparément sur votre carte de crédit.

COUPON D'AUTORISATION (CATÉGORIE D'AVOCATS À LA RETRAITE)

À L'USAGE DE L'ADMINISTRATION

Prénom : _____ Nom : _____

PAIEMENTS POUR :

(1) Frais administratifs	287,44 \$	(2) Cotisations (Voir l'annexe I)	_____ \$
+ Frais d'audition de 402,41 \$ (si radiation disciplinaire)	_____ \$	+ Frais de radiation de 402,41 \$ (à inclure, s'il y a lieu)	_____ \$
(1) TOTAL	_____ \$	(2) TOTAL	_____ \$

MasterCard Visa

_____ | _____ | _____ | _____ | _____ | _____ | _____ | _____ | _____ | _____ |
Numéro de carte de credit

_____ | _____ | _____ | _____ | _____ | _____ | _____ | _____ | _____ | _____ |
Date d'expiration

Signature : _____ Date : _____

AFFIRMATION SOLENNELLE

Je, soussigné _____
Prénom Nom

domicilié au : _____

Code postal : _____

DÉCLARE CE QUI SUIT :

1. J'ai 55 ans ou plus;
2. Je suis le requérant dans la présente requête en réinscription pour la catégorie d'avocats à la retraite;
3. Tous les renseignements y contenus sont vrais;
4. En vertu de l'article 70 (1) de la *Loi sur le Barreau*, j'inclus avec ma requête en réinscription le montant des cotisations exigibles pour cette catégorie pour l'année courante de ma section de réinscription (veuillez vous référer à l'annexe I) et je comprends que si ma réinscription au Tableau de l'Ordre dans la catégorie d'avocats à la retraite ne se concrétise pas (pour rejet, désistement ou autres), ce montant me sera remboursé;
5. En conformité avec la résolution adoptée par le Comité administratif, j'inclus également le paiement de 287,44 \$ (TPS 12,50 \$ + TVQ 24,94 \$ comprises) pour les frais administratifs et je comprends que ces frais sont non remboursables.
6. Je transmets l'original de ma requête en réinscription dûment signée et assermentée **PAR COURRIER** avec les documents requis et paiements encaissables au dépôt de la requête, soit par:

carte de crédit « en complétant le coupon d'autorisation, p.9

OU

2 chèques séparés ou mandats faits à l'ordre du Barreau du Québec

« (1^{er}) des frais administratifs de 287,44 \$ + frais d'audition de 402,41 \$, si radiation disciplinaire;
(2^{ième}) des cotisations (voir annexe 1) + les frais de radiation de 402,41 \$, s'il y a lieu »

AU :

GREFFE DE RÉINSCRIPTION / BARREAU DU QUÉBEC

445 boul. Saint-Laurent, Montréal, QC H2Y 3T8

7. Je comprends également que l'avocat à la retraite ne pose directement ou indirectement, pour le compte d'autrui, aucun des actes mentionnés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 128, incluant les exceptions mentionnées aux sous-paragraphes a) 1^o à 7^o du paragraphe 2, ni aucun acte relié à la profession ou pouvant raisonnablement être perçu comme posé par un avocat en exercice.
8. Je comprends également que l'avocat à la retraite qui utilise le préfixe « Me » ou « Mtre » doit obligatoirement faire suivre son nom des mots « avocat à la retraite ».

ET J'AI SIGNÉ,

Requérant

AFFIRMÉ SOLENNELLEMENT devant moi à

ce _____ jour

du mois de _____

deux mille _____ (20____).

Avocat ou personne habile à recevoir l'affirmation solennelle

COTISATIONS ANNUELLES 2018-2019
(pour la période du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019)

IMPORTANT

Le montant des cotisations annuelles pour un avocat à la retraite est établi selon **sa section de réinscription, qui est déterminée automatiquement par son adresse de résidence.**

Le montant des cotisations inclut :

- La cotisation annuelle de 130 \$ au Barreau du Québec;
- La contribution à l'Office des professions de 27 \$;
- La cotisation annuelle au Barreau de votre section de réinscription.

EXEMPLE : Si votre section de réinscription = Montréal → Cotisations 2018-2019 = 348,93 \$

SECTION D'INSCRIPTION	COTISATIONS ANNUELLES 2018-2019 AVOCAT À LA RETRAITE
Abitibi-Témiscamingue	222,91 \$
Arthabaska	226,36 \$
Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	243,60 \$
Bedford	260,85 \$
Côte-Nord	312,59 \$
Laurentides-Lanaudière	341,33 \$
Laval	255,10 \$
Longueuil	237,86 \$
Mauricie	329,84 \$
Montréal	348,93 \$
Outaouais	190,27 \$
Québec	357,54 \$
Richelieu	288,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	324,09 \$
Saint-François	255,10 \$

Pour tous renseignements **concernant les cotisations**,
veuillez communiquer avec le Service des finances
Téléphone : 514 954-3411 ou 1 844 954-3411, poste 55134
Courriel : cotisations@barreau.qc.ca

DEMANDE D'EXEMPTION –
RÉINSCRIPTION COMME AVOCAT À LA RETRAITE

NOTE IMPORTANTE

Toutes les personnes qui soumettent une requête en réinscription pour adhérer au statut « d'avocat à la retraite » doivent remplir la demande d'exemption ci-dessous et la retourner avec leur formulaire, sinon la requête sera considérée comme incomplète.

**Je demande à être EXEMPTÉ DE SOUSCRIRE au
Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec parce que :**

- 2.1 Je serai au service exclusif du Gouvernement du Québec et nommé ou rémunéré suivant la *Loi sur la fonction publique* (RLRQ, c. F-3.1.1);
- 2.2 Je serai au service exclusif d'un organisme dont le Gouvernement du Québec ou l'un de ses ministres nomme la majorité des membres, dont la loi ordonne que le personnel soit nommé ou rémunéré suivant la *Loi sur la Fonction publique* ou dont le fonds social fait partie du domaine public, ou d'un organisme mandataire du gouvernement et désigné comme tel dans la loi;
- 2.3 Je serai au service exclusif de l'Assemblée nationale du Québec, d'un organisme dont celle-ci nomme les membres ou d'une personne qu'elle désigne pour exercer une fonction qui en relève ou suis moi-même une telle personne;
- 2.4 Je serai au service exclusif du cabinet du lieutenant-gouverneur visé à l'article 2.1 de la *Loi sur l'exécutif* (RLRQ, c. E-18), d'un cabinet de ministre visé à l'article 11.5 de cette même loi ou d'un cabinet d'une personne visée à l'article 124.1 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* (RLRQ, c. A-23.1);
- 2.5 Je serai au service exclusif de la Commission des services juridiques ou d'une corporation d'aide juridique instituée en vertu de la *Loi sur l'aide juridique* (RLRQ, c. A-14);
- 2.6 Je serai au service exclusif du Parlement fédéral, de la « Fonction publique » suivant l'article 2 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique du Canada* (L.R.C., 1985, c. P-35), des « Forces canadiennes » au sens de l'article 14 de la *Loi sur la défense nationale* (L.R.C., 1985, c. N-5) ou d'une « Société d'État » au sens de l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (L.R.C., 1985, c. F-11) et mentionnée dans les annexes de cette loi;
- 2.7 Je serai au service exclusif d'une corporation municipale, d'un organisme de transport en commun au sens de l'article 3 du *Règlement sur le transport par autobus* édicté par le décret 1991-86 du 19 décembre 1986, d'une municipalité régionale de comté, de la Communauté urbaine de Québec, de la Communauté urbaine de Montréal, de la Communauté urbaine de l'Outaouais, des Administrations régionales Kativik ou Crie, d'une commission scolaire, du Conseil scolaire de l'Île de Montréal ou d'au moins un des établissements concernés par l'article 125 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (RLRQ, c. S-4.2), ou d'un centre de services sociaux au sens de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit* (RLRQ, c. S-5);
- 2.8 Je ne poserai en aucune circonstance l'un des actes mentionnés à l'article 128 de la *Loi sur le Barreau* (RLRQ, c. B-1);
- 2.9 J'exercerai ma profession exclusivement à l'extérieur du Québec;

2.10 J'exercerai ma profession principalement à l'extérieur du Québec mais je poserai occasionnellement au Québec l'un des actes mentionnés à l'article 128 de la *Loi sur le Barreau*, et je serai couvert par un contrat d'assurance de la responsabilité professionnelle établissant une garantie, au moins équivalente à celle que procure le Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec, contre la responsabilité que je peux encourir en raison de fautes ou négligences commises dans l'exercice de ma profession au Québec.

Engagement du requérant

Je m'engage à avertir immédiatement par écrit le directeur général de tout changement modifiant de quelque façon la cause de mon exemption de souscrire au Fonds d'assurance.

Signature du requérant

Nom en caractères d'imprimerie

Affirmé solennellement devant moi à _____, ce _____^e jour du mois de _____ 20____.

Commissaire à l'assermentation

Résolution de l'employeur

(à remplir seulement si les motifs 2.5 ou 2.7 ont été cochés ci-dessus)

Considérant que (nom de l'organisme) _____ a à son service exclusif un (des) avocat(s), il a été proposé par _____, appuyé par _____ et résolu (résolution no _____) lors de la séance tenue le _____ 20____, de déclarer aux fins du *Règlement sur la souscription obligatoire au Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Québec* : « QUE (nom de l'organisme) _____ se porte garant, prend fait et cause et répond financièrement des conséquences de toute erreur ou omission de cet (ces) avocat(s) dans l'exercice de ses (leurs) fonctions. »

Et j'ai signé ce _____^e jour du mois de _____ 20____.

Copie conforme.

Personne autorisée, titre